



**LE DIFFICILE PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE :
L'EXEMPLE NORD-CORÉEN**

JULIEN TOURREILLE

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Depuis les années 1990, la politique américaine vis-à-vis de la Corée du Nord repose sur deux hypothèses. La première est que le programme nucléaire nord-coréen constitue pour Pyongyang un moyen de chantage permettant d'obtenir de l'aide internationale et d'assurer la survie du régime. La seconde est que la Chine représente un intermédiaire indispensable pour faire pression sur le régime nord-coréen. **Les essais du 5 avril d'un missile balistique et du 25 mai 2009 d'une bombe nucléaire remettent en cause la pertinence de ces hypothèses. L'Administration Obama devrait donc s'engager dans une redéfinition de l'approche américaine face à la Corée du Nord** dont le cœur devrait être un engagement bilatéral direct de Pyongyang et le renoncement à l'idée que la Chine constitue dans ce dossier un partenaire stratégique indispensable.

1. La Corée du Nord et l'arme nucléaire

Les ambitions nucléaires de la Corée du Nord remontent à un peu plus d'un demi-siècle. Lors de la guerre de Corée de 1950-1953, le général américain Douglas MacArthur avait plaidé, sans succès, auprès du président Truman pour l'emploi de l'arme atomique. Au lendemain du conflit, Kim Il-sung, fondateur de la Corée du Nord, avait alors pressé ses alliés soviétiques et chinois de lui fournir la technologie nucléaire afin d'assurer la survie de son régime.

Ce n'est cependant qu'au début des années 1980 que la Corée du Nord a accéléré le développement de son programme nucléaire. À cette époque, les satellites espions américains repèrent en effet la construction d'un réacteur nucléaire à Yongbyon, à environ 100 kilomètres au nord de Pyongyang. Au début des années 1990, la CIA estime que la Corée du Nord pourrait disposer d'une ou deux bombes nucléaires.

Les premières tentatives de négociations diplomatiques pour l'arrêt du programme nucléaire nord-coréen datent du milieu des années 1990. Après avoir envisagé puis abandonné l'option d'un bombardement aérien, l'Administration Clinton signa un accord avec Pyongyang en 1994. En contrepartie du « gel » du programme nucléaire nord-coréen, les États-Unis s'engageaient à fournir une aide humanitaire, notamment du pétrole et de la nourriture, ainsi que des réacteurs à eau légère. En 2001, l'Administration Bush dénonça cet accord, soutenant que le régime de Pyongyang avait repris son programme nucléaire. Dans le discours sur l'état de

l'Union de janvier 2002, George W. Bush inclut la Corée du Nord dans « l'Axe du Mal », aux côtés de l'Iran et de l'Irak.

À partir de 2003, alors que les États-Unis se préparaient à renverser le régime de Saddam Hussein, les signes annonciateurs d'une velléité nord-coréenne de mener un essai nucléaire se multiplièrent. Kim Jong-il chassa les derniers inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (agence des Nations Unies chargée de veiller à la mise en œuvre du traité de non prolifération nucléaire). La Corée du Nord reprit la production de plutonium. Le premier essai nucléaire nord-coréen eut lieu le 9 octobre 2006. La faible puissance enregistrée de l'explosion laissa planer le doute pendant quelques semaines sur la nature nucléaire de l'arme alors testée. Cependant, la Corée du Nord devenait bien à cet instant la huitième puissance nucléaire.

L'essai d'octobre 2006 fut largement condamné par la communauté internationale. Mais alors que l'Administration Bush était empêtrée en Irak et ne pouvait avoir recours à l'option militaire, cet essai se traduisit par une reprise des négociations dans le cadre du groupe des Six : Corée du Nord, États-Unis, Chine, Corée du Sud, Japon, et Russie. Ces négociations aboutirent à un accord en février 2007 dont les termes étaient similaires à ceux de 1994. Washington acceptait de retirer la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme, de diminuer les sanctions contre les banques, notamment de Macao, traitant avec Pyongyang et de fournir une aide humanitaire à la Corée du Nord. En contrepartie, celle-ci s'engageait à démanteler son programme nucléaire. C'est ainsi qu'en juin 2008, Pyongyang détruisit la tour de refroidissement de sa principale centrale nucléaire à Yongbyon. Mais dès décembre 2008, la Corée du Nord refusa de se soumettre aux mesures de contrôle et de vérification prévues par l'accord de février 2007 et celui-ci périclita. Le consensus était alors que le régime de Pyongyang attendait de voir ce qu'il pourrait obtenir de la nouvelle Administration Obama.

Parallèlement à son programme d'armes nucléaires, la Corée du Nord développe des missiles de longue portée permettant d'employer ces armes. Officiellement, ces missiles sont présentés comme des lanceurs pour la mise en orbite de satellites. Le premier essai d'un missile Taepodong-1 a eut lieu en août 1998. En juillet 2006, le deuxième essai avec un missile Taepodong-2 fut un échec total dans la mesure où celui-ci explosa quelques secondes à peine après son lancement.

2. Les essais d'avril et mai 2009 : un contexte de triple tension

L'essai d'un missile balistique le 5 avril dernier et celui d'une arme nucléaire le 25 mai interviennent dans un contexte de triple tension. Premièrement, le régime de Pyongyang est entré dans une **phase de succession à sa tête**. En effet, Kim Jong-Il aurait été victime en août 2008 d'une attaque cérébrale. Ces tests peuvent alors apparaître comme des garanties accordées aux militaires qui joueront un rôle déterminant dans la transition du pouvoir. L'objectif est que ceux-ci acceptent la nomination du fils de Jong-Il, Kim Jung-Un, âgé de 26 ans, à la tête de l'État. Il s'agit également pour le régime à travers ces essais de mobiliser la ferveur nationale, seul luxe d'une population plongée dans la misère la plus totale, en cette année de centenaire de la naissance du père fondateur Kim Il-Sung.

Deuxièmement, les relations entre les deux Corées se sont nettement détériorées depuis l'arrivée d'un nouveau président en Corée du Sud en février 2008. Le président Lee est arrivé au

pouvoir en promettant de mettre un terme au processus de réconciliation politique avec Pyongyang. Fondé sur l'aide économique, ce processus est aujourd'hui jugé trop coûteux et inefficace par une majorité de Sud-Coréens. En vertu d'un accord datant de 2007, la Corée du Sud s'était en effet engagée à verser des milliards de dollars pour aider le Nord à reconstruire ses infrastructures. Or, M. Lee considère que cette aide financière doit être conditionnée à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme au Nord et au démantèlement des installations nucléaires par Pyongyang. Le régime nord-coréen a qualifié M. Lee de « traître à la nation ». Le dialogue politique entre les deux Corées a été rompu et les échanges transfrontaliers considérablement réduitsⁱ.

Troisièmement, les essais d'avril et mai 2009 ont lieu dans un contexte de **tensions accrues entre la Corée du Nord et les États-Unis**. Deux journalistes américains doivent en effet être jugés à Pyongyang à partir du 4 juin. Ils sont accusés d'entrée illégale sur le territoire et « d'actes hostiles » par les autorités nord-coréennes. Plus généralement, depuis l'investiture de Barack Obama à la Maison-Blanche, la rhétorique nord-coréenne à l'égard des États-Unis ne cesse d'être vitriolique et Pyongyang multiplie les provocations. Les Nord-Coréens répètent depuis janvier 2009 que l'Administration Obama poursuit la même politique « hostile » que George W. Bush à leur endroit. L'essai d'un missile balistique de début avril a eu lieu au moment même où Barack Obama prononçait à Prague un discours sur la réduction et le démantèlement des arsenaux nucléaires dans le monde.

Les essais menés par la Corée du Nord en avril et mai 2009 mettent en évidence de nets progrès dans sa maîtrise technologique. Malgré son échec à placer un satellite en orbite, le missile lancé le 5 avril était plutôt sophistiqué. Il était par exemple doté de trois phases de combustion qui en allongeaient la portée. L'essai nucléaire du 25 mai a provoqué une secousse sismique de l'ordre de 4,7 sur l'échelle de Richter contre 3,58 pour celle testée en octobre 2006. Ces essais ne laissent pas présager que Pyongyang aurait la volonté de mener une attaque nucléaire contre un pays étranger. Il est en effet fort probable que la Corée du Nord considère que ceux-ci lui permettront d'obtenir davantage lors des négociations diplomatiquesⁱⁱ. En effet, suite au premier essai d'octobre 2006, l'Administration Bush avait accepté des concessions significatives dans l'espoir que Pyongyang mette un terme à son programme nucléaire. Toutefois, ces essais rappellent la menace sérieuse que représente la Corée du Nord en tant qu'acteur proliférant. Même si elle n'emploie pas directement son arsenal nucléaire, il est tout à fait possible qu'elle fournisse son savoir-faire à des pays tiers, comme ce fut déjà le cas avec la Syrie par exemple, voire même à des groupes terroristes. Dès lors, **ce deuxième essai d'une bombe nucléaire par les Nord-Coréens représente un défi sérieux pour l'Administration Obama**.

3. La redéfinition nécessaire de la politique américaine vis-à-vis de la Corée du Nord

Déjà engagée dans une redéfinition stratégique en Irak et en Afghanistan, confrontée aux ambitions nucléaires de l'Iran, **l'Administration Obama, comme le reste de la communauté internationale, n'avait pas anticipé cette escalade nucléaire nord-coréenne**. Il y a à peine deux semaines en effet, lors d'une tournée dans les capitales de l'Asie de l'Est, l'envoyé spécial du président américain pour le dossier nord-coréen, Stephen Bosworth, s'était montré rassuré et rassurant quant à une reprise du dialogue avec Pyongyangⁱⁱⁱ.

Comme lors des provocations précédentes de Pyongyang, la communauté internationale va appeler à davantage de fermeté vis-à-vis de la Corée du Nord. Les États-Unis vont probablement envoyer un émissaire de haut rang dans la région pour rassurer leurs partenaires, en premier lieu le Japon et la Corée du Sud, pour que ceux-ci restent déterminés à assurer leur sécurité. Comme début avril, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a tenu une réunion d'urgence, mais les réserves russes et chinoises à un renforcement des sanctions vont encore conduire à l'adoption d'un texte flou et sans réelle portée ; et ce après des jours voire des semaines de palabres.

Saviez vous que...^{iv}

L'Administration Obama a demandé à la Chine de fournir au Pakistan des équipements militaires ainsi que des formations en matière de guerre contre-insurrectionnelle. Cette demande s'inscrit dans une volonté plus vaste de l'Administration américaine d'obtenir l'appui le plus large possible dans sa politique d'aide au gouvernement pakistanais. Outre une reconnaissance des compétences chinoises en matière contre-insurrectionnelle, Washington reconnaît ainsi l'influence que Pékin peut avoir sur Islamabad. La Chine et le Pakistan entretiennent en effet une relation stratégique intense depuis les années 1960. Pékin a vendu des milliards de dollars d'équipements militaires aux Pakistanais et la présence économique chinoise est considérable. 10 000 ingénieurs et techniciens chinois travaillent au Pakistan. Au-delà de l'entretien de cette relation, Pékin considère également que la stabilisation du Pakistan est nécessaire pour sa propre sécurité. Des éléments islamistes radicaux se seraient en effet entraînés dans des camps au Pakistan et seraient maintenant retournés dans le Xinjiang, menaçant ainsi la sécurité de cette région du Nord-Ouest de la Chine.

Au-delà de l'échec manifeste et répété de la voie diplomatique (que ce soit par le groupe des Six, par l'approche bilatérale ou dans le cadre des Nations Unies), **les deux dernières provocations de la Corée du Nord obligent fortement à reconsidérer le présupposé que la Chine puisse être un partenaire majeur et crédible des États-Unis pour gérer les enjeux de sécurité et de stabilité internationales.** Comme le soutiennent Daniel Blumenthal et Robert Kagan, la Chine peut, en théorie, faire pression sur Kim Jong-Il afin que celui-ci abandonne son programme nucléaire. Premier partenaire commercial de la Corée du Nord, Pékin dispose en effet de moyens de pression. Or, il apparaît manifeste que la Chine ne souhaite pas un changement radical de la situation dans la péninsule coréenne. Elle craint d'une part qu'un effondrement de la Corée du Nord ne se traduise par un flot de réfugiés sur son territoire. Depuis 2006, elle construit d'ailleurs un mur à sa frontière afin de lutter contre l'entrée de Nord-Coréens sur son territoire. D'autre part, la Chine n'est pas particulièrement enthousiaste à l'idée d'une Corée réunifiée qui serait alliée des États-Unis^v. Elle privilégie donc le maintien du statu quo.

Dans un tel contexte, **la politique américaine vis-à-vis de la Corée du Nord devrait être profondément modifiée et s'articuler autour de trois piliers complémentaires. Tout d'abord**, face aux provocations répétées de Pyongyang, **Washington devrait abandonner l'idée d'imposer des sanctions internationales** dont l'inefficacité est manifeste et vis-à-vis desquelles des acteurs tels que la Russie et la Chine sont continuellement réticents. Certains aux États-Unis considèrent même que l'Administration Obama devrait évoquer, bien qu'elle ne soit ni souhaitable, ni réaliste, l'option d'une frappe militaire dans le seul but de faire pression sur le régime de Kim Jong-Il. **Ensuite, Washington devrait renoncer aux voies multilatérales** (que ce soit le groupe des Six ou les Nations Unies), ainsi qu'à l'emploi d'un intermédiaire réticent, en l'occurrence Pékin, pour faire pression sur la Corée du Nord. Employées depuis une quinzaine

d'année, ces méthodes ont manifestement échoué. **Enfin**, conformément à l'ambition formulée durant sa campagne électorale, **Barack Obama devrait s'engager dans la construction d'une relation bilatérale directe avec Pyongyang**. En concertation avec les alliés régionaux que sont la Corée du Sud et le Japon, cette relation bilatérale devrait dépasser le simple contentieux du dossier nucléaire et se traduire par l'ouverture de représentations diplomatiques dans les deux pays, la multiplication des échanges économiques, culturels, ou encore éducatifs. L'objectif immédiat de cette relation serait de répondre au désir de Pyongyang de dialoguer avec Washington et de sortir la Corée du Nord de son isolement et de sa paranoïa qui la poussent à développer son programme nucléaire. À plus long terme, l'objectif des États-Unis serait de promouvoir la réunification de la péninsule coréenne.

Les gesticulations nucléaires de la Corée du Nord sont un problème délicat supplémentaire dans l'agenda de politique étrangère de Barack Obama. Au-delà de la difficulté de trouver un terrain d'entente avec un adversaire dont le jeu ressemble à une partie de poker menteur, **ce dossier met surtout en évidence les obstacles qu'il reste encore à surmonter avant que les États-Unis et la Chine ne deviennent des partenaires stratégiques désireux de gérer les enjeux de sécurité de la scène internationale**. Même si les deux pays coopèrent dans certains cas, même s'ils sont des partenaires économiques et financiers profondément interdépendants, il n'en sont pas moins des acteurs dont les conceptions, les agissements et les intérêts sur la scène internationale sont différents, parfois éloignés, éventuellement rivaux et dans bien des cas compétitifs. Le dossier nord-coréen en est une illustration.

ⁱ Choe Sang-Hun, « North Korea Claims to Conduct 2nd Nuclear Test », *The New York Times*, 25 mai 2009.

ⁱⁱ Blaine Harden, « N. Korea Conducts 'Successful' Underground Nuclear Test », *The Washington Post*, 25 mai 2009.

ⁱⁱⁱ Bob Burns, « Analysis : N. Korea Widens Threat, Limits US Options », *The New York Times*, 25 mai 2009.

^{iv} Paul Richter, « U.S. appeals to China to help stabilize Pakistan », *Los Angeles Times*, 24 mai 2009

^v Daniel Blumenthal et Robert Kagan, « What We Should Do About North Korea », *The Washington Post*, 26 mai 2009.